## **ROTHSCHILD ET LE CHAOS**



A l'heure où Libé avance 30 idées pour sauver la gauche, la direction du journal, cherchant son inspiration du côté du Medef, ne propose, concrètement, rien d'autre qu'une cinquantaine de licenciements pour sauver le quotidien.

Au début de l'année, le choix, à Libération, devait être Rothschild ou le chaos. C'est maintenant l'un et l'autre. A l'automne dernier, le conseil de surveillance de Libé avait appelé à voter afin que Rothschild entre à 37% dans le capital du journal et même, à bien lire les termes du contrat, obtienne la majorité absolue en 2007 (par le rachat des parts de 3i et de Pathé).

Pour ce faire, Rothschild n'avait pas même essayé de cacher le peu de considération qu'il portait aux employés de ce journal, pas plus qu'il n'avait réellement tenté de justifier ce soudain engouement pour la presse. Et la direction n'avait pas même essayé de présenter des projets crédibles. Pourquoi l'auraientils fait puisqu'il suffisait de clamer qu'il n'y avait pas d'autre solution?

Ceux qui ont cru — et croient toujours — que pourrait se rejouer un vieux scénario, « Prends l'oseille et tire-toi», sont maintenant ramenés au douloureux principe de réalité : ils trouvent en face d'eux un capitaliste qui demande littéralement des comptes à une direction sclérosée dont le seul leitmotiv est, depuis longtemps, « c'est la faute à pas de chance », ou dit autrement, à la conjoncture. Ils feraient mieux au passage de se demander si la perte de lectorat ne serait pas liée, un tant soit peu, à la baisse de qualité du journal, sans même parler de son orientation politique.

## L'APPEL DU VIDE

Le seul domaine où les têtes « pensantes » du journal sembleraient avoir quelque idée est le développement des dites Editions électroniques. Mais c'est le vide sidéral des autres projets qui entretient l'illusion. Oublieuse d'un passé récent qui avait vu les effectifs du service Web réduits de moitié, fin 2001, la direction du journal prédit un avenir radieux au site Internet du journal.

Mais cette croyance ressuscitée doit bien plus à la force de conviction d'un Rothschild – ou en l'occurrence d'une Agnès Touraine – qu'à des certitudes acquises par la fréquentation de ce médium, et certainement pas à une analyse sérieuse du marché.

Et ce n'est pas l'agitation frénétique déployée en ce domaine, et le ravalement de quelques pages, qui risque d'impressionner l'actionnaire de référence.

## L'ÉQUIPE DE LIBÉRATION

Ce terme couramment utilisé, « l'équipe de Libération», cache une scission entre la rédaction et les autres. Soit près d'un tiers des salariés qui ne bénéficient pas des mêmes attentions et des mêmes avantages que les journalistes.

Les «auditeurs autoproclamés» demandaient récemment «que la rédaction, toute la rédaction, soit associée tout de suite à leur travail dans une démarche constructive». Alors que l'externalisation de certains services est à l'ordre du jour, c'est l'ensemble des salariés qui doivent être associés aux projets.

Les raisons de la toute relative générosité du patron de France Galop ne sont pas plus évidentes maintenant qu'elles ne l'étaient il y a six mois. Par contre, face aux impérities de la bande à July, que Rotschild a peut-être laissé sciemment s'empêtrer, il n'est pas impossible que que ce dernier s'apprête à prendre le contrôle effectif du journal, non sans que la direction actuelle ait joué son dernier rôle utile, à savoir réaliser un énième plan de licenciement.

Face à une direction qui ne dirige plus rien et un conseil de surveillance qui ne surveille pas grand-chose, faut-il s'étonner de trouver un financier qui n'accepte pas de voir son argent disparaître dans un trou noir? Faut-il aussi vraiment s'étonner qu'il choisisse d'aller le dire haut et fort sur un plateau de télévision plutôt que face au personnel de Libé?

Celà dit, l'exemple d'InfoMatin ou de France-Soir étant là pour le prouver, la compression des frais de fonctionnement, au premier desquels le coût de la force de travail, ne fera que retarder une échéance inéluctable. En acceptant un plan de licenciement, la direction confirme que ses projets de relance ne sont que des coquilles vides destinées à masquer son inaction et son attentisme de l'année passée.

Plutôt que de prêter une oreille complaisante à des désinformations «savamment» distillées et qui ne visent qu'à diviser les forces, l'équipe de Libération doit tirer les conclusions qui s'imposent et cesser d'accorder le moindre crédit à la parole d'une direction qui ment à tous et sur tout.

Le 30 septembre dernier, la direction annonçait un «plan d'optimisation de l'organisation», soit en clair un plan de licenciements. Depuis, l'absence de communication et de concertation confirme à l'envi que les pratiques de l'équipe dirigeante de Libération n'ont rien à envier à celle d'une entreprise comme Hewlett-Packard.

Le personnel de Libération se doit de refuser le moindre licenciement et exiger fermement la mise en place d'une réelle concertation avec l'ensemble des équipes du journal afin de mettre en œuvre des projets de développement constructifs et réalistes.

Paris, le 21 novembre 2005